

L'avortement comme méthode d'exploitation capitaliste¹

Miguel ARGAYA ROCA

« Nous sommes en réalité face à ce qui est objectivement un “complot contre la vie”, dans lequel on voit aussi impliquées des Institutions internationales ».

Jean-Paul II

Une étude réalisée il y a quelques années, par Ermenegildo Spaziante, membre de la Société italienne de bioéthique, et publiée par l'Università Cattolica del Sacro Cuore à Rome, a fixé à 38.896.000 le nombre annuel d'avortements dans le monde (près de 110.000 par jour)². Or, ces chiffres ont augmenté de manière significative. Si peu que l'on soit sensibilisé à cette question, on ne peut nier qu'il s'agisse là d'un fait sans égal dans l'histoire de l'espèce humaine et qui prend les allures d'un génocide universel. C'est pourquoi il faut éviter de s'en tenir à des vues partielles, réductionnistes, qui laissent certains aspects de cette question dans l'ombre. Le problème de l'avortement dans le monde, quelle que soit la façon dont il nous est présenté par ses défenseurs, dépasse très largement celui de la libération de la femme : les fœtus rejetés appartiennent aux deux sexes - bien plus, le plus souvent, en ce qui concerne en tout cas les pays du tiers monde, ils appartiennent majoritairement au genre féminin. De même, il serait illogique de situer un massacre d'une telle ampleur sur le terrain de la révolution sexuelle, car ce serait un coût à payer disproportionné par rapport aux avantages escomptés, passés ou à venir. C'est pourquoi, conscient de la difficulté de lier l'avortement à une dynamique purement idéologique, tout le discours pro-avortement orchestré tend à le présenter d'un point de vue purement individuel, au cas par cas, en cherchant à convaincre le citoyen qu'il ne s'agirait que d'un “problème de conscience”, regardant exclusivement la seule femme concernée. Cependant, il n'en est pas ainsi. Et je n'entre pas ici dans le débat de savoir si le fœtus est déjà un être humain ou non, ou si l'homme, l'Eglise ou la société ont un droit à y intervenir. L'avortement, au niveau mondial, est, par dessus tout, un acte d'impérialisme brutal des pays riches sur les pays pauvres. Cette affirmation, qui pourrait paraître de prime abord démagogique, ne l'est absolument pas.

¹ Cette étude, écrite à la fin des années 90, a été publiée sur le site de la Red de Asociaciones Grupos de Estudio de Actualidad, agea.net. Traduction en langue française, pour le blogue Hermas.info, par Pierre Gabarra.

² **NdT** : Certains donnent des chiffres aujourd'hui beaucoup plus importants : « On estime à **50 millions** chaque année le nombre d'avortements dans le monde, et à **plus d'un milliard** le nombre total d'avortements légaux réalisés dans le monde depuis les légalisations diverses depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Ce sont d'abord les régimes soviétiques qui ont légalisé l'avortement, dès les années soixante, atteignant des taux d'avortement records, de l'ordre de deux avortements pour une naissance. C'est ensuite la majorité des pays dits développés qui ont décriminalisé l'avortement dans les années 70. Aujourd'hui, de nombreuses pressions sont exercées sur les pays développés récalcitrants, comme la Pologne ou l'Irlande en Europe, et sur les pays en voie de développement, tant en Afrique qu'en Amérique centrale et en Amérique du sud » [avortementivg.com]. Le site de l'OMS indique que sur les quelque 211 millions de grossesses qui surviennent chaque année, 46 millions se terminent par un avortement provoqué [OMS]. Près de 20 % !

La politique antinataliste du monde développé sur le monde sous-développé a toute entière son origine dans le problème de la concurrence pour la main-d'œuvre bon marché et dans le phénomène de l'immigration. Arrêtons-nous à ce second point. C'est un fait que chaque année depuis trente ans un million d'immigrants du Sud s'installent dans le Nord. C'est également un fait que le Nord ne sait plus comment convaincre le Sud que la cause de sa pauvreté est sa croissance démographique surdimensionnée. Cette difficulté, en effet, paraît logique : n'est-il pas vrai que la densité, par exemple, du Japon [325 hab. par km² et 23.000 dollars annuels de rente/habitant], dépasse de loin celle de la majorité des pays qui se considèrent comme pauvres [ainsi de la Tanzanie : 25 hab. par km², et 130 dollars de rente/hab.]. Toute personne moyennement informée – les pays du tiers monde sont pauvres, mais ne sont pas sots – sait qu'une révolution démographique adéquate est un facteur essentiel à tout processus de promotion et d'expansion industrielle de première phase. Plus de population, c'est aussi plus de main-d'œuvre – ce qui la rend moins chère – et plus de marché intérieur, ces deux éléments étant essentiels pour consolider une infrastructure industrielle minimale capable de s'ouvrir ultérieurement à la concurrence extérieure. L'Europe, naturellement, a eu sa propre révolution démographique, de l'Angleterre, au début du XIX^{ème} siècle, à l'Espagne des années soixante.

Il faut se souvenir qu'aux XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, ceux qui se réclamaient des Lumières surent voir dans le dépeuplement qui était alors celui de l'Espagne l'une des causes de la décadence nationale. Il est également aisé de constater – et même de vérifier historiquement – que les bienfaits d'une expansion démographique s'achèvent, et même prennent une tournure négative, lorsqu'elle atteint un point de saturation, quand cette expansion ne s'accompagne pas d'une poussée technologique significative. L'Europe a résolu ce problème par l'émigration : pendant un siècle et demi, des flots d'européens ont envahi les continents relativement proches (Afrique, Amérique) ou plus lointains (Océanie, Extrême-Orient) pour soulager leurs populations respectives, quitte à se substituer aux populations indigènes dans les lieux qui étaient ainsi atteints. En 1895, Sir Cecil Rhodes a déclaré au Parlement britannique que « *pour sauver les quarante millions d'habitants du Royaume-Uni d'une guerre civile funeste, nous, politiciens coloniaux, devons prendre possession de nouveaux territoires et y placer le trop-plein de population, afin de créer de nouveaux marchés où vendre les produits de nos usines et de nos mines* ».

Au regard de ces éléments, nous pouvons dire, sans craindre de nous tromper, qu'une partie du Tiers-Monde a payé par l'extinction le progrès de l'homme blanc. Or voici vingt ans que le monde en voie de développement a besoin, de la même manière, et avec la même urgence, d'une décongestion démographique qui l'arrache de la misère et l'écarte du danger – déjà dangereusement constatable – de la guerre civile. Le problème est que, sur cette voie, il n'a fait que se heurter au premier monde, qui ne lui propose que des correctifs, mais pas de solution efficace.

Lors de la Conférence du Caire sur la population, en 1994, par exemple, les pays développés ont à plusieurs reprises refusé d'augmenter les contingents d'immigration et d'ouvrir les barrières douanières aux importations de produits du Sud, comme le demandaient les pays pauvres. En revanche, ils ont su, oui, leur apporter des aides très importantes en vue du “*planning familial*” et, très spécialement, de l'avortement. Il est très significatif que le Président Bill Clinton, qui n'a pas hésité à refuser à l'avortement, dans son propre pays, la qualification de “*méthode de planification familiale*”,

empêchant ainsi qu'il soit subventionné par des fonds fédéraux, l'a proposé en revanche comme tel pour le Tiers-Monde. Déjà, lors de la Conférence sur la population de Mexico (1984), le monde riche avait tenté d'inclure l'avortement dans les pays en voie de développement comme une "méthode de planification familiale". Cette proposition avait alors été refusée. Au Caire, la même prétention a été avancée, allant même jusqu'à fixer une limite de 7.270 millions à la population de la planète. Le promoteur de cette "lumineuse" idée n'était autre que le "Fonds pour la population des Nations-Unies" (FPNU), fondation qui a été créée à l'initiative des Etats-Unis pour dissimuler leurs intérêts dans les campagnes antinatalistes pour le Tiers-Monde.

Ainsi que je le disais plus haut, ce n'est pas de la démagogie que de mentionner les intérêts du géant capitaliste à freiner aujourd'hui l'expansion démographique des pays en voie de développement. Jean-Paul II l'a lui-même affirmé en 1995 dans son encyclique, exhaustive et révélatrice, *Evangelium Vitae*, lorsqu'il disait que « nous sommes en réalité face à ce qui est objectivement un "complot contre la vie", dans lequel on voit aussi impliquées des Institutions internationales³ ». Ainsi, comme exemple significatif : le 16 mars 1994, peu avant la Conférence du Caire, le Département d'Etat américain a ordonné à ses ambassades d'insister auprès des gouvernements des pays dans lesquels ils exerçaient leur représentation sur le fait que les Etats-Unis considéraient l'accès à l'avortement volontaire comme un droit fondamental de toutes les femmes, et, au commencement du second mandat de Clinton, en février 1997, le Congrès des Etats-Unis a approuvé une loi budgétaire de 385 millions de dollars pour la planification familiale et l'avortement dans le Tiers-Monde. Simultanément était rejetée une motion du congressiste pro-vie Chris Smith qui, faisant allusion à ce qu'il appelait « l'impérialisme démographique », proposait d'élever la contribution à la somme de 713 millions de dollars, à condition que soit explicitement exclue du programme antinataliste la promotion de l'avortement.

³ **NdT** : « (...) nous sommes en réalité face à ce qui est objectivement un "**complot contre la vie**", dans lequel on voit aussi impliquées des Institutions internationales, attachées à encourager et à programmer de véritables campagnes pour diffuser la contraception, la stérilisation et l'avortement » (*Evangelium Vitae*, 25 mars 1995, n° 17).

Le Pape a réitéré plusieurs fois, et fortement, cette affirmation dans ce même document, confirmant ainsi l'analyse présentée supra : « On ne peut enfin sous-estimer le **réseau de complicités** qui se développe, jusqu'à associer des institutions internationales, des fondations et des associations qui luttent systématiquement pour la légalisation et pour la diffusion de l'avortement dans le monde. Dans ce sens, l'avortement dépasse la responsabilité des individus et le dommage qui leur est causé, et il prend une dimension fortement sociale : c'est une blessure très grave portée à la société et à sa culture de la part de ceux qui devraient en être les constructeurs et les défenseurs » n° 59).

Le Pape écrivait aussi : « (...) dans certaines régions du monde les campagnes se poursuivent pour introduire des lois favorables à l'avortement, soutenues bien souvent par de puissantes organisations internationales » (n° 73).

« Si l'on élargit le regard à un horizon planétaire, comment ne pas penser que la proclamation même des droits des personnes et des peuples, telle qu'elle est faite dans de hautes assemblées internationales, n'est qu'un exercice rhétorique stérile tant que n'est pas démasqué l'égoïsme des pays riches qui refusent aux pays pauvres l'accès au développement ou le subordonnent à des interdictions insensées de procréer, opposant ainsi le développement à l'homme ? » (n° 18). « Ne faut-il pas remettre en cause les modèles économiques adoptés fréquemment par les Etats, notamment conditionnés par des pressions de caractère international qui provoquent et entretiennent des situations d'injustice et de violence dans lesquelles la vie humaine de populations entières est avilie et opprimée ? » (n° 18).

Manifestement, les intentions du Président Clinton et de ses compagnons de route ne passaient pas par une exclusion de l'avortement. La raison en fut explicitement donnée par celle qui était alors le nouveau Secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, indiquant que le contrôle des naissances dans le Tiers-Monde constituait une pierre angulaire de sa politique de promotion des intérêts américains. Certains membres du Congrès se montrèrent plus explicites et firent allusion à la nécessité de réduire la concurrence de main-d'œuvre bon marché sur le marché international (ABC, 16-02-97). Mais il ne faut pas croire que cette approche stratégique-défensive soit seulement née de ces dernières années, ou qu'elle ait été uniquement représentée par Clinton. Elle tire en réalité son origine du fameux "Document 2000" du National Security Council des États-Unis, adopté le 10 décembre 1974 par le président Gerald Ford, un document originellement secret, comme on le comprend aisément en raison de la dureté de son contenu, et qui a été dévoilé en 1990, grâce à la pression de quelques historiens qui ont été en mesure d'invoquer avec succès les lois sur le secret des documents officiels. Ce document, textuellement, indique en certains de ses passages :

- **Point 19** : « Les facteurs actuels de peuplement des pays sous-développés présentent un risque politique et même des problèmes de sécurité nationale pour les États-Unis ».

- **Point 30** : « Les pays qui présentent un intérêt politique et stratégique spécial pour les États-Unis sont l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, le Nigéria, le Mexique, l'Indonésie, le Brésil, les Philippines, la Thaïlande, l'Égypte, la Turquie, l'Éthiopie et la Colombie (...) Le Président et le Secrétaire d'Etat doivent s'entretenir spécialement du contrôle de la population mondiale comme un sujet de la plus haute importance dans leurs contacts réguliers avec des chefs d'autres gouvernements, spécialement des pays en voie de développement. »

- **Point 33** : « Nous devons faire attention à ce que nos activités n'aient pas, aux yeux des pays en voie de développement, l'apparence de politiques dirigées par un pays industrialisé contre des pays en voie de développement. Il faut s'assurer de leur appui sur ce terrain. Les dirigeants du Tiers Monde doivent être mis en avant et doivent être félicités pour l'efficacité des programmes. »

- **Point 34** : « Pour tranquilliser les autres sur nos intentions, nous devons insister sur le droit des individus et des couples à décider librement et de manière responsable du nombre et de l'espacement de leurs enfants, sur le droit d'être informé et éduqué, et sur notre intérêt constant pour l'amélioration du bien-être du monde entier. Nous devons utiliser l'autorité du Plan Mondial de Population des Nations-Unies. »

J'ignore si ces éléments d'intérêt stratégique ont quelque chose à voir avec le fait que la première conférence sur la population ait eu lieu au Mexique, et la seconde en Égypte. Ce que l'on peut constater, en revanche, c'est que le Fonds des Nations-Unies pour la Population est l'une des rares officines des Nations-Unies à voir croître ses budgets chaque année, financés à 50% par les États-Unis, et le reste par d'autres pays du Premier-Monde. En 1994, par exemple, il s'élevait à 246 millions de dollars, plus encore 1.000 millions pour des programmes destinés expressément à freiner la natalité des pays pauvres. Ses activités se concentrent sur la stérilisation, l'anti-conception et l'avortement dans le monde en voie de développement. Cependant, sa plus éclatante mise en œuvre, au cours de ces derniers temps, aura été la convocation de la très contestée Conférence

du Caire, visant d'abord à obtenir que les pays destinataires des programmes antinatalistes contribuent financièrement à leur soutien.

Bien sûr, le Fonds des Nations-Unies pour la Population n'est pas la seule institution dont jouent les intérêts stratégiques des Etats-Unis : une grande partie de 385 millions de dollars que le Congrès Nord-Américain a accordés en février 1997 à la planification familiale dans le Tiers-Monde devait être acheminée par l'International Planet Parenthood Federation (IPPF), multinationale de l'avortement fondée au début du XX^{ème} siècle aux Etats-Unis (Brooklin, 1916) par Margaret Sanger à partir d'une clinique d'avortements. L'IPPF, d'autre part, a été très liée à la rédaction du document proposé – et heureusement rejeté – au Caire : le 31 mars 1994, par exemple, l'IPPF se vantait publiquement de ce que son président, Fred Sai, était également président de la troisième conférence préparatoire, et de ce que la déléguée de l'organisation pro-avortement pour l'hémisphère occidental, Billie Miller, présidait le groupe d'ONG et le comité de planification. Elle ne disait pas, quoi que ce fût de notoriété publique, que Nafis Sadik, directrice alors du Fonds des Nations-Unies pour la Population, avait travaillé antérieurement pour l'IPPF, tout comme le Secrétaire d'Etat adjoint aux Questions Globales des Etats-Unis, ancien directeur de l'IPPF à Denver. Associés à cette véritable “multinationale de la mort”, il faut encore citer la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller, l'Alan Guttmacher Institute, qui dépend de l'IPPF, ou le Population Council, financé par le gouvernement nord-américain. Cependant, l'instrument peut-être le plus important du "lobby" antinataliste est la Banque Mondiale, dont la politique conditionne les crédits accordés aux pays pauvres en fonction du degré d'accomplissement des directives données par le Fonds des Nations-Unies pour la Population.

Il faut se souvenir que la dette externe est l'un des plus douloureux cancers du Tiers Monde. Le Mozambique, par exemple, a dû déboursier en 1996, à ce titre, le double de ce qu'il a consacré à l'éducation et à la santé. Il ne faut pas tomber dans ce piège – clairement raciste – d'imputer ce désastre à une “incapacité” de ces pays, jamais démontrée, de se débrouiller par eux-mêmes ou d'échapper à la corruption politique. Il faut prendre en compte ce fait que, pendant les années quatre-vingt, selon le Programme des Nations-Unies pour le développement, les taux d'intérêt appliqués aux pays pauvres étaient dans l'ensemble quatre fois plus élevés que pour les pays riches. De même, il ne faut pas oublier que le problème de la dette externe est relativement récent, car il remonte à la crise pétrolière de 1973. A cette époque, les grandes banques mondiales virent croître leurs fonds grâce aux bénéfices tirés des pays de l'OPEP, lesquels avaient grandement accru leurs revenus après avoir quadruplé le prix du pétrole. Elles se sont alors scandaleusement lancées dans une politique de prêts à risque en direction des pays en voie de développement. Evidemment, ces derniers ont accueilli avidement cette pluie inattendue de millions qui, en de nombreux cas, n'ont pas été affectés aux objectifs en vue desquels ils avaient été sollicités. En outre, en même temps, l'augmentation du prix du prix du pétrole provoquait dans le monde industrialisé un processus inflationniste galopant difficile à enrayer sans recourir à des mesures drastiques.

En 1979, le géant nord-américain a été contraint de pratiquer un sévère ajustement monétaire, qui fut immédiatement suivi par l'ensemble des autres pays du bloc industrialisé. La conséquence, pour le Tiers Monde, qui vivait de ses exportations, ne se fit pas attendre : dans un court laps de temps, les pays qui avaient contracté des dettes à taux d'intérêts variable – c'est-à-dire, logiquement, pratiquement tous – virent se

multiplier les intérêts de leurs emprunts. La plupart du temps, la dette est devenue un poids insurmontable : les paiements annuels, effectués par les débiteurs au prix de sacrifices considérables, ne parvenaient même pas à couvrir le montant des intérêts. En 1996, par exemple, la dette externe accumulée de la Zambie était le double de son PNB. La même année, le monde en voie de développement devait au premier monde, globalement, le double de ce qu'il lui devait dix ans plus tôt, rien qu'au titre de l'accumulation des intérêts impayés.

Les choses étant ainsi, il n'est pas possible d'ignorer le fonctionnement interne de l'activité de la Banque Mondiale, précédemment évoquée. Née, comme le Fonds Monétaire International (FMI), en juillet 1944 à Bretton Woods (USA), elle exprimait alors la volonté de définir les lignes économiques directrices d'un monde qui se voyait déjà victorieux de la deuxième guerre mondiale et qui souhaitait étendre et globaliser son capitalisme à l'échelle planétaire. Il n'est pas douteux que ces objectifs sont près de s'accomplir, si ce n'est pas déjà le cas. A la fin de l'année 1991, la revue *The Economist* et le *New York Times* publièrent un *memorandum* interne de la Banque Mondiale selon lequel cette institution devait stimuler dans le Tiers Monde l'installation des industries les plus polluantes, pour différentes raisons : la logique économique elle-même, qui invite à éloigner de chez soi les résidus, les bas niveaux de contamination de ces pays, à cause de leur moindre densité de population, et la faible incidence du cancer sur des groupes de population dont l'espérance de vie, de soi, est faible. Y a-t-il lieu de s'étonner, dès lors, que le premier monde ait besoin de perpétuer le déficit de population du monde en voie de développement ? Il faut ajouter que, dans les décisions du FMI, les Etats-Unis réunissent 17,8% des voix et que le monde développé dans son ensemble [environ quinze pays, sur un total d'un peu plus de 175] en représente 55%. Le pourcentage, surtout dans un système fondé sur l'argent, est déterminé en fonction des apports économiques qui sont faits au Fonds, ce qui exclut les pays les moins développés. Par exemple, le groupe formé par l'Argentine, le Chili, la Bolivie, le Paraguay, le Pérou et l'Uruguay ne totalise que 2,15 % des votes.

Le démographe Karl Zinsmeister a prouvé en 1994, dans deux articles publiés par le magazine américain *The National Interest* et la *Population Research Institute Review*, que le problème de la population n'existait pas en tant que tel, mais comme une conséquence d'une distribution injuste des richesses. La Division de la Population des Nations-Unies, organisme statistique sans rôle décisionnel et de ce chef, jusqu'à ce jour, soustrait à l'infiltration stratégique des pays riches, affirmait lui-même en 1994, dans son rapport intitulé "World Population Prospects", que le fameux "danger démographique" diminuait de plus en plus et que malgré les affirmations pessimistes plus ou moins intéressées, la croissance démographique de la planète se stabilisait. En 1960, l'estimation de la population mondiale pour l'année 2000 était de près de 10.000 millions. A quelques mois du nouveau millénaire, ce chiffre doit être sensiblement revu à la baisse. La cause, bien sûr, ne doit pas en être attribuée à l'activité antinataliste de la FPNU, mais à la logique démographique elle-même, selon laquelle le nombre d'enfants par couple diminue à mesure que le niveau de vie augmente.

Par ailleurs, il ne faut pas exagérer la triste situation économique du monde. Il y a seulement trente ans, 80 % de la population des pays en voie de développement vivaient sous le seuil de 2.000 calories par habitant et, dans ces pays, 2 % seulement dépassaient les 2.700 calories. Aujourd'hui, la population en voie de développement qui n'atteint pas le seuil minimum est inférieure à 8,5 %, et celle qui dépasse les 2.700

calories est supérieure à 15 %. Alors que la population mondiale a doublé, l'apport calorique moyen par habitant dans le monde est passé de 1.950 à 2.475. Actuellement, par exemple, il y a 60 % de céréales disponibles de plus, par personne, qu'en 1960. La FAO, en 1994, a établi que depuis 1950 à cette date, la production mondiale de céréales avait été multipliée par trois, tandis que la population avait seulement doublé. En 1996, au Sommet Mondial sur l'Alimentation, cet organisme international a révélé que depuis 1970, dans les 55 pays les plus pauvres de la terre, l'espérance de vie avait sensiblement augmenté. En Tanzanie, par exemple, elle est passée de 41 à 52 ans ; en Ethiopie, de 37 à 47 ans ; au Soudan, de 40 à 53 ans.

Le catastrophisme, en toute hypothèse, n'est pas d'aujourd'hui. Déjà au II^{ème} siècle après Jésus-Christ, Tertullien se plaignait de ce que le monde ne pourrait pas supporter une charge démographique supplémentaire. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. La réalité historique a démontré que la capacité de la technique permet de développer la communauté humaine jusqu'à des limites insoupçonnées. Roger Revelle, qui fut directeur du Harvard Center for Population Studies, est allé jusqu'à affirmer que les capacités technologiques actuelles, bien appliquées, permettraient d'alimenter 40.000 millions de personnes dans le monde. On peut en donner un bon exemple avec ce que l'on a appelé la "révolution verte", menée par le docteur M.S. Swaminathan, en Inde, à partir d'un riz de laboratoire, l'IR 36, capable d'un accroissement rapide et d'une forte résistance aux maladies, ce qui a permis à ce pays, entre 1967 et 1987, de multiplier sa production céréalière par habitant alors que sa population avait augmenté de 100 millions, et même d'accumuler un stock de 50 millions de tonnes jusqu'à devenir, depuis 1980, un pays exportateur. Par ailleurs, la superficie cultivée est susceptible d'augmenter. En Chine, par exemple, où la politique antinataliste a été pratiquée sous la forme la plus brutale, pour conduire néanmoins à un échec évident, la superficie appropriée pour les cultures sèches et non utilisée est de 2.500 millions d'hectares, c'est-à-dire trois fois plus importante que celle qui est exploitée. Il en est de même du problème de la désertification. La FAO a fréquemment mis en garde contre le peu de fiabilité des mécanismes utilisés pour évaluer l'irrécupérabilité des terres. Bien des exemples démentent ces classifications. Il en est ainsi du programme agricole qui a fait recouvrer sa fertilité à certaines zones du Kenya et qui a démontré qu'une terre classée comme non récupérable peut cesser d'être telle si l'on y applique une politique incitative et des techniques adéquates. On pourrait citer aussi l'exemple israélien.

Quoi qu'il en soit, le problème n'est pas démographique. C'est un problème de partage. Alors que les pays pauvres deviennent moins pauvres, les pays riches deviennent plus riches, les différences entre les deux étant renforcées. En 1800, le PNB par habitant était de 200 dollars parmi les pays du Nord, et de 206 dans le Sud. En 1900, il est passé à 528 dans le Nord, et à 179 dans le Sud. En 1987, l'écart est scandaleux : le Nord jouit d'un PNB moyen par habitant de 14.430 dollars par habitant, le Sud de 700 dollars. Il n'est pas douteux qu'entretiens le sort du Sud se soit objectivement amélioré. Mais la pauvreté est devenue d'autant plus évidente et d'autant plus injuste qu'elle s'oppose au luxe. Il suffit de souligner que les Etats-Unis, à eux seuls, pourraient nourrir totalement les 6.000 millions de personnes qui vivent aujourd'hui sur la terre [un enfant américain consomme annuellement ce que consomment 422 éthiopiens]. 10 % seulement des stocks du monde développé suffiraient à mettre fin aux problèmes de malnutrition dans le Tiers-Monde. Chaque occidental consomme, et en conséquence pollue, quatre fois plus qu'un habitant de ces régions. De manière significative, la richesse de 225 personnes dans le monde équivaut à celle de la moitié de l'humanité et

les trois personnes les plus riches du monde [notamment Bill Gates] dépassent à elles seules le budget des 48 pays les plus pauvres, ainsi que le rapportait en septembre 1988 le Directeur régional du Programme des Nations-Unies pour le développement en Amérique latine et aux Caraïbes, Alfonso Zumbado, dans son rapport annuel sur le développement humain. Alors que 20 % de la population de la planète vivent encore en-dessous de ce qui est considéré comme le seuil de la pauvreté, les pays riches dépensent chaque année pour les soins et l'entretien de leurs animaux domestiques un montant de 17.000 millions de dollars, plus 12.000 autres pour les parfums et les cosmétiques. Bien entendu, ces chiffres ne prennent leur véritable dimension que si l'on sait qu'il suffirait de 13,000 millions de dollars pour assurer à tous les êtres humains un accès minimum aux services de santé. En bref, il suffit de connaître que 40 % de l'humanité doit se débrouiller avec seulement 3,3 % des ressources de la planète, tandis que 20 % de l'humanité en consomment 82,7 % et, ce qui plus scandaleux encore, produisent simultanément 80 % de la pollution. À cet égard, il est bien étrange que ce soient précisément les pays industrialisés – c'est-à-dire ceux qui polluent le plus – qui brandissent le mouvement de l'écologie comme un dogme éthique de la globalisation mondialiste, en faisant obligation aux pays du Tiers-Monde de conserver vierges leurs forêts et leurs jungles [les “poumons de la planète”], alors que cela leur impose, à moyen terme, une stagnation économique.

Il est curieux – et même cynique – quand on y pense, comme cela s'est récemment produit au Sommet de Kyoto, que ce que l'on appelle le “premier monde” ne soit pas disposé à réduire sa course à l'opulence même devant la probabilité sérieuse de porter atteinte à la biosphère. Bien évidemment, il est plus facile de demander au mendiant de vider la poubelle globale pendant que nous la remplissons ; en somme, de lui demander de rester pauvre afin que nous autres puissions continuer d'être riches. Nous ne pouvons pas échapper à cette responsabilité. Nous devons être conscients de ce qu'une partie de notre richesse – je ne m'aventurerais pas à dire qu'elle est petite – est factice, soustraite à l'effort universel de l'humanité grâce à une position privilégiée sur la grille de départ, position qui n'a pas toujours été honnêtement conquise.

Il est clair que la solution ne peut pas consister à demander aux pays pauvres de le rester et d'abandonner leurs projets d'industrialisation, tandis que le monde “riche” continuera de polluer et de jouir des mêmes niveaux de production et de consommation. La seule solution consiste, fondamentalement, à assumer l'interdépendance comme un défi pour l'avenir et comme un engagement moral, et à ne pas en faire un simple scénario destiné à justifier l'enrichissement rapide et l'exploitation. Le mondialisme économique, s'il doit s'imposer, devra reporter sur ses protagonistes non seulement ses avantages mais aussi ses responsabilités. A cette fin, il faudrait que les pays riches assument sans réserve leur part de sacrifices. Compte tenu de ce que, pour chaque dollar investi dans le Tiers Monde, le monde développé en récupère quatre, c'est un élémentaire devoir de justice, ce qui devrait déjà suffire à l'imposer. De plus, il s'agit là de l'unique moyen véritablement efficace d'éviter le prévisible big-bang migratoire qui se présente et qui est déjà en cours. Bien que cela puisse paraître paradoxal, pour y arriver, il faut éliminer ou, à défaut, augmenter les quotas d'émigration dans les pays riches et faire disparaître les barrières douanières protectrices qui frappent les importations venant du monde en voie de développement. Sans oublier l'urgente annulation d'au moins une partie de sa dette. De la sorte, on obtiendrait à moyen terme, à n'en pas douter, une décongestion démographique et économique minimale dans ces régions, et, à plus long terme, une tendance certaine à

un certain degré d'égalisation dans le niveau de vie de tous les habitants de la planète. En retour, le premier monde y gagnerait quelques siècles de paix. Bien sûr, de telles mesures imposeraient de notables sacrifices, tels que la chute immédiate des salaires et une réduction importante du bien-être individuel et social. La conséquence en serait une perte de voix et d'influence pour les partis politiques et les syndicats, chose qui, par ailleurs, de mon point de vue, est précisément l'une des causes de la grande difficulté actuelle à mettre en marche un véritable programme de stabilisation économique mondiale. Il y en a d'autres, beaucoup plus importantes et décisives, et moins explicables : le premier monde, convaincu en grande partie de sa supériorité biologique comme WASP [blanc (white), anglo-saxon et protestant], s'est vu perdre ces dernières décennies des points dans les pourcentages démographiques [tandis que les pays "riches" passaient, entre 1950 et 1990, de 832 millions à 1.207, les pays "pauvres" passaient de 1.684 à 4.086], ce qui offre au Tiers Monde des possibilités d'avenir jusqu'à présent difficilement atteignables dans le domaine géopolitique. Il est évident que le XXIème siècle n'est pas celui de la race blanche : si, à l'ONU, les différents pays étaient démocratiquement représentés en fonction de leur nombre d'habitants, les Etats-Unis auraient cinq fois moins de voix que l'Inde, et six fois moins que la Chine. Un hypothétique – mais non impossible – changement des règles du jeu politique international supposerait, donc, une véritable révolution copernicienne sur la scène géostratégique. Il est certain que le monde "riche" souhaite maintenir son statut et son rythme de vie sans perdre, en outre, son hégémonie politique. C'est la raison pour laquelle il a besoin de toute urgence de contenir la croissance démographique des pays en voie de développement et, pour cela, de les convaincre que leur pauvreté est due à un excès de population, tandis que, dans le même temps, il réduit ses quotas d'immigration et fortifie son protectionnisme.

Le formidable retard que les intérêts égoïstes des grandes puissances économiques ont fait subir à ce que l'on a appelé la "Ronda de Uruguay", depuis 1986, et pendant près de deux ans, jusqu'à la signature du GATT, est très significatif à cet égard. Les pays en voie de développement, en revanche, font valoir que leur pauvreté est due au manque de moyens pour améliorer leur productivité et que ce manque est rendu insurmontable en raison d'une discrimination habituelle dans les échanges internationaux et des barrières douanières qui sont élevées devant leurs produits dans les pays riches. Il faut souligner sur ce point que le prix des matières premières – principale source de revenu du Tiers-Monde – suit une courbe "opportunément" descendante sur le marché mondial, ce qui ôte aux pays en voie de développement la capacité effective d'accumuler des devises. Le déficit de leur balance des paiements courants, de la sorte, augmente, au point qu'en 1991 il était de 100.000 millions de dollars, et, avec lui, le montant de leur dette externe, arme fondamentale que le monde "riche" utilise pour sa politique antinataliste. Les pays "pauvres" ne demandent rien d'autre qu'un comportement loyal dans les relations économiques internationales. Ils demandent aussi que la Banque Mondiale et le FMI cessent de conditionner leurs crédits à l'accomplissement des programmes démographiques du FPNU. Au lieu de cela, on leur impose un très dur – je dirais même inhumain – corset démographique. Dans le même temps, on atténue leurs famines et leurs crises par de généreux apports d'aide humanitaire, certainement utiles dans un premier temps face à l'urgence de la mort, mais qui, finalement, n'ont pour effet que d'accoutumer leurs bénéficiaires à dépendre de l'extérieur et à perdre tout intérêt pour leur propre production, soumise à une concurrence déloyale, dès lors que l'approvisionnement humanitaire est gratuit. Ce dont les pays en voie de développement ont besoin, ce n'est pas tant d'une aide permanente,

et moins encore d'une brutale et intéressée pression sur leurs comportements démographiques, que de technologie et de commerce et surtout d'un débouché pour leurs excédents de population. A raison, les pays sud-américains ont su répondre au Caire aux prétentions des Etats-Unis, de la Banque Mondiale et du FPNU, en affirmant que l'alarmisme apocalyptique des pays riches ne correspond qu'à une conception pessimiste – et certainement protestante – de l'existence, qui ne parvient pas à saisir que l'être humain dispose non seulement d'une bouche pour manger, mais aussi d'un esprit pour penser et de bras pour travailler. J'ajouterais qu'il répond aussi à un manque de foi inavoué en la capacité de la civilisation occidentale à absorber, et aussi à occidentaliser les apports culturels qu'elle reçoit et qu'elle espère recevoir. Il est clair qu'une société qui n'a pas confiance en la capacité de son propre bagage spirituel à attirer et à gagner de nouveaux venus ne mérite que de disparaître. Les espagnols, et les méditerranées en général, savent ce que signifie le métissage biologique et culturel parce qu'ils ont su s'en enrichir et l'exporter tout au long de l'histoire. Nous devrions être à cet égard une bonne référence pour répondre aux exigences nouvelles, imposées par le phénomène de l'immigration. Bien plus, nous devons en être un, de gré ou de force, parce que personne ne peut enrayer le phénomène et qu'il sera sûrement impossible de freiner le cours naturel des vagues d'immigration. Apprenons donc à manifester au nouveau venu ce sens hispanique proverbial de l'hospitalité, et consolidons, en même temps, les piliers sur lesquels est édifiée notre civilisation, non seulement pour ne pas la perdre dans le marasme ethnique qui nous submerge mais aussi parce que c'est là que l'on peut trouver avec certitude, quoi que d'aucuns s'obstinent à penser, les mécanismes qui permettront d'obtenir le plus profond, le plus efficace et le plus indolore métissage possible.

Miguel ARGAYA ROCA